LES DIALOGUES
POUR LE CLIMAT

LA COP31 EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION EN 5 ÉDITIONS

ÉDITION 3 | 17 NOVEMBRE

Samedi, après une sixième journée de négociations, certaines consultations informelles se sont poursuivies jusque tard dans la soirée. Les organes subsidiaires ont ainsi clôturé leurs travaux dans la nuit de samedi, mettant fin à la phase technique et à la première semaine de la COP31.

ACTUALITÉS ET GRANDES ANNONCES

APPELS À PLUS D'AMBITION

Lors de sa dernière conférence de presse à la COP31 vendredi, António Guterres a rappelé que les COP doivent réduire l'écart entre la science et les décisions politiques et a invité les pays à accélérer la transition hors des énergies fossiles, tout en soulignant les conséquences dévastatrices du dépassement de 1,5 °C.

Ces appels contrastent avec la présence, à la COP, de 103 délégations de grands pollueurs (énergies fossiles, géants du numérique, agro-industrie), selon le groupe Kick Big Polluters Out.

DÉCISION-CADRE

Les consultations sur la décision-cadre ont révélé des visions divergentes. L'UE veut que le texte aborde le dépassement de 1,5 °C, la sortie des énergies fossiles, les droits de la personne et le genre. Le Groupe arabe refuse toute cible sectorielle, comme l'électrification. Le Groupe africain rejette des cibles d'électrification sans moyens de mise en œuvre. Le premier projet, publié lundi, compte 144 paragraphes. Il appelle à accélérer l'élimination des fossiles (par. 66) et reprend la cible de 35 % d'électrification d'ici 2035, en lui reconnaissant des bénéfices « quel que soit le mix électrique » (par. 50).



CRÉDIT PHOTO : MATHILDE GERMAIN

QUE FAIT LE GOUVERNEMENT DU CANADA ?

Le 13 novembre, Julie Dabrusin a annoncé 116 millions de dollars en nouveaux projets de financement climatique international, dans le cadre de son engagement de plus de 13 milliards sur 5 ans. Avec le Royaume-Uni, le Canada a réitéré ses engagements pluriannuels et rappelé l'objectif de 1 300 milliards de dollars US par année d'ici 2035,. Le Canada copilote aussi, avec les Palaos, la consultation ministérielle sur les océans. Néanmoins, la ministre a reconnu des discussions sur l'exportation de gaz vers l'Europe. Elle maintient que le Canada respectera l'Accord de Paris, malgré les critiques d'anciens ministres et les projections de l'Institut climatique du Canada.

QUE FAIT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ?

Le ministre Jean Pellerin a participé à la première semaine de la COP31, s'efforçant de renforcer les partenariats du Québec, notamment au sein de la coalition Under2. Le 13 novembre, il a rencontré la société civile québécoise, avant de participer à une réception de réseautage organisée par le gouvernement du Québec et les Dialogues pour le climat. L'événement a réuni les Québécois et Québécoises présent-e-s à Antalya. Le ministre ayant quitté dimanche, l'émissaire Jean Lemire assure la représentation du Québec jusqu'à la clôture de la COP.

AGENDAS DE NÉGOCIATION



CRÉDIT PHOTO : YOUNES BOUAKLINE

ADAPTATION

Objectif mondial d'adaptation

Les négociations sur l'Objectif mondial d'adaptation se sont poursuivies jeudi toute la journée, puis samedi matin. Faute de temps, toutes les Parties n'ont pas pu s'exprimer sur la deuxième version du texte proposée. Cette version servira néanmoins de base pour la reprise des négociations lundi. Des désaccords demeurent, notamment sur le triplement du financement de l'adaptation, la composition du groupe d'experts et le niveau de contrôle que les pays pourront exercer sur le contenu et la conduite de ces travaux.

Fonds pour l'adaptation

Vendredi, le Groupe africain a proposé un texte sur les modalités de transfert du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto vers l'Accord de Paris. Une proposition de texte a ensuite été publiée par la co-facilitation. Samedi, plusieurs Parties, dont le Brésil et le Kenya, ont demandé de poursuivre séparément les discussions sur les trois enjeux liés au Fonds pour l'adaptation : son transfert vers l'Accord de Paris, la composition de son conseil d'administration et sa cinquième revue. L'Union européenne, l'Ukraine et la Norvège ont réaffirmé leur opposition à la mention de l'Annexe I du Protocole de Kyoto dans le cadre de l'Accord de Paris. Les organes subsidiaires ont adopté des conclusions procédurales, et le transfert sera discuté en deuxième semaine.



CRÉDIT PHOTO : PHILIPPE SIMARD

Plans nationaux d'adaptation

Le passage des plans nationaux d'adaptation à leur mise en œuvre reste au cœur des négociations. Faute d'accord, le point a été renvoyé à la COP, et les discussions se poursuivront cette deuxième semaine, avec des divergences sur le financement privé et le suivi des flux financiers. En parallèle, le Canada annonce jusqu'à 12 millions de dollars canadiens au Réseau mondial des plans nationaux d'adaptation. Cet appui devra renforcer les capacités des pays en développement à concrétiser leurs priorités nationales face aux risques climatiques.

ÉNERGIES FOSSILES

Programme de travail sur l'atténuation

Après avoir commenté la première note informelle, jeudi et vendredi, les Parties ont examiné, samedi, la deuxième note informelle déposée par la co-facilitation, sans parvenir à s'entendre. Le Groupe arabe, les LMDC et le Groupe africain l'ont rejetée, jugeant que certaines options dépassaient le mandat du programme. La Russie a refusé les références à la cible de 1,5 °C et à son dépassement. AOSIS, l'UE et l'AILAC ont jugé que revenir à la première note constituerait un recul. Faute de consensus, cette première note a finalement été retenue comme base de négociation.

Bilan mondial

Daté du 12 novembre, le projet de texte du dialogue annuel du bilan mondial a été discuté samedi. Les Parties divergent sur l'inclusion de messages politiques dans la décision : insuffisance de l'ambition climatique, besoins financiers des pays en développement et renforcement des CDN. Les LMDC, le Groupe arabe, la Russie et la Chine s'y opposent, estimant que cela dépasse le mandat du dialogue. L'UE, l'AILAC, les PMA, le Japon et la Suisse y sont favorables. Un texte révisé et une dernière consultation sont attendus en début de semaine.

Feuille de route sur la transition hors des énergies fossiles

La feuille de route brésilienne s'invite dans les négociations. Le résumé des points de vue sur la décision-cadre, publié vendredi, évoque la possibilité de l'« accueillir », une option à laquelle le Groupe arabe s'est fermement opposé lors des consultations qui ont suivi. Le premier projet de texte, publié lundi, la salue finalement, en la qualifiant de volontaire et non prescriptive. Hors négociations, la coalition de Santa Marta poursuit son travail sans la Colombie, qui avait pourtant coorganisé sa première conférence, et la Finlande a lancé sa feuille de route nationale, après la France, l'Allemagne et les Pays-Bas.

FINANCEMENT

Dialogue Veredas

Le 12 novembre, le Groupe arabe a refusé que la CMA prenne acte du rapport du Dialogue Veredas, jugeant le processus insuffisamment inclusif. Il s'est aussi opposé à un nouveau rapport sur l'article 2.1(c) du Comité permanent des finances. Les Parties divergent sur la suite des travaux : le G77+Chine demande un résultat procédural, sans texte, tandis que l'UE et le GIE souhaitent un texte resserré. Le Canada et l'UE déplorent le peu de progrès. Après consultation de la présidence, aucun texte ne sera produit.

Programme de travail sur le financement climatique

Une nouvelle proposition de texte sur le financement climatique a été diffusée dimanche soir. Les Parties divergent sur le calendrier du programme : lancement à Antalya jusqu'en 2028 ou poursuite des travaux entamés en 2026 jusqu'en 2027. Sa portée divise également : clarifier les obligations financières des pays développés (article 9.1) ou faciliter la mise en œuvre du NCQG (article 9).

→ DEUX OPTIONS

Les Parties s'opposent sur les résultats attendus : un plan d'action jusqu'en 2035, assorti de cibles chiffrées et d'obligations financières précises pour les pays développés, ou des échanges sans nouveaux engagements.

Pertes et préjudices

Après une semaine de divisions persistantes, les cofacilitateurs ont présenté des projets de texte reflétant les attentes, parfois contradictoires, des Parties. L'enjeu principal : donner ou non des orientations au Fonds pour répondre aux pertes et préjudices. Le Groupe africain, le Groupe arabe, les PMA, l'AOSIS, la Chine, les Philippines et le Brésil demandent de telles orientations. L'UE, le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Norvège y voient une « microgestion ». La reconstitution du fonds divise aussi : 119 pays ont demandé 2,8 milliards de dollars américains au Fonds, qui n'a reçu que 486 des 822 millions promis. Les PMA veulent ainsi accélérer la reconstitution du fonds, alors que l'UE juge ce processus déjà en cours. Les consultations reprennent lundi. Le texte sur le Comité exécutif du Mécanisme de Varsovie et le Réseau de Santiago a, lui, été conclu.

AUTRES DOSSIERS CHAUDS

Article 6

L'article 6 de l'Accord de Paris a été discuté chaque jour de la première semaine. Les équipes de négociation restent profondément divisées sur le financement des infrastructures du marché du carbone (article 6.2) : l'UE et la Norvège privilégient des frais d'utilisation que les LMDC jugent pénalisants pour les pays en développement. L'examen du programme de travail sur les approches non fondées sur le marché (article 6.8) bloque aussi : jeudi, les Parties ne s'entendaient pas pour transmettre le texte à la CMA.

Transition juste — Mécanisme d'action de Belém

Un large accord se dessine pour prolonger le Programme de travail sur la transition juste, mais sa durée et son champ d'action restent débattus. Les Parties convergent aussi vers un mécanisme placé sous la CMA, avec un volet politique et un volet de mise en œuvre, mais les références aux mesures commerciales, aux normes et à la tarification du carbone demeurent contestées. Les discussions se poursuivront la deuxième semaine, avec des consultations ministérielles prévues. Leur enjeu : traduire les propositions en appuis concrets, en conciliant les priorités nationales avec l'accompagnement des travailleurs et travailleuses, ainsi que des communautés.



CRÉDIT PHOTO : YOUNES BOUAKLINE



CRÉDIT PHOTO : YOUNES BOUAKLINE

Genre et climat

Les Parties sont parvenues à un accord sur un texte le 13 novembre, après cinq sessions marquées par des tentatives de recul sur des formulations déjà adoptées, notamment par la Russie, le Saint-Siège et l'Arabie saoudite. Ces conclusions, considérablement édulcorées, prennent acte de la première année de mise en œuvre du Plan d'action de Belém pour l'égalité de genre (Belém GAP), sans offrir d'orientations concrètes pour la suite. Le G77 a déploré l'absence de soutien supplémentaire aux pays en développement pour sa mise en œuvre.

Réforme de la COP

Les consultations sur le renforcement du processus de la CCNUCC se sont poursuivies vendredi et samedi. Les idées vont du regroupement des points de l'ordre du jour à des COP tous les deux ans, en passant par une meilleure prise en charge des visas et des frais de déplacement. La Russie, le Groupe arabe et la Chine contestent toutefois le mandat même de ces consultations. Plusieurs Parties ont demandé à la présidence de préciser la suite des travaux pour la deuxième semaine.

Programme de travail sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

Échec en semaine 1 : faute d'entente, les Parties n'ont adopté que des conclusions procédurales et reprendront le dossier à Bonn, en juin 2027. Le G77 souhaite au moins une mention de l'agriculture dans la décision-cadre.



CRÉDIT PHOTO : ANDRÉANNE BRAZEAU

LES NÉGOS EN BREF

Issu d'un partenariat entre les Dialogues pour le climat, l'Université de Sherbrooke, la Chaire de recherche en diplomatie scientifique climatique et le Climatoscope 360, le bulletin « Les Négos en bref » contribue à rendre accessibles les négociations climatiques internationales à la société civile québécoise.

CONTRIBUTIONS

Publié cinq fois autour de la COP31, il est préparé par **Elisabeth Fournier** et **Aaron Mikael Adetou** à partir des contributions de personnes expertes issues de la société civile québécoise et de la délégation virtuelle de l'Université de Sherbrooke à la COP.

Expertes et experts

- **Andréanne Martel** (Genre et climat)
- **Enéas Xavier** (Pertes et préjudices, liens nature-climat)
- **Emmanuel Patola** (Article 6)
- **Younes Bouakline** (Plans nationaux d'adaptation et transition juste)

Délégation étudiante

- **Élizabeth Labonté** (Objectif mondial d'adaptation)
- **Élodie Soumarmon** (Fonds pour l'adaptation)
- **Julie Ziliani** (Programme de travail sur l'atténuation)
- **Mélanie Lussier** (Bilan mondial)
- **Bi Tah Simon Toh** (Dialogue Veredas)
- **Nicolas Dionne** (Programme de travail sur le financement climatique)

Mise en forme

Gabarit : **Annie Trudeau**, graphiste
Mise à jour 2026 : **Audrey Robillard** et **Mishka Caldwell-Pichette**

Photos

Prises à la COP31 (novembre 2026) par **Andréanne Brazeau**, **Mathilde Germain**, **Philippe Simard** et **Younes Bouakline**

RÉVISION

Philippe Simard et **Andréanne Brazeau**

DÉCLARATION D'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'intelligence artificielle est utilisée pour synthétiser l'information colligée.

SOUTIEN FINANCIER

Gouvernement du Québec dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030 : appel à projets Québec COP31